



PRÉFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Saint Cyr en Val, le 13 août 2012

Unité Territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Union de Stockage des Coopératives

Agricoles du Pithiverais (USCP)

à

ENGENVILLE

Projet de prescriptions complémentaires

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement. Il présente les prescriptions complémentaires que l'inspection des installations classées propose d'imposer à la société Union de Stockage des Coopératives Agricoles du Pithiverais, dont le siège social est situé rue Jules Morin à PITHIVIERS, pour actualiser et renforcer les dispositions actuellement applicables aux installations de stockage en vrac de céréales qu'elle exploite 12, rue du Moulin à ENGENVILLE.

I – CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié fixe des obligations de résultats en terme de prévention des risques d'incendie et d'explosion dans les silos de stockage de céréales. Il laisse à l'exploitant la responsabilité du choix des moyens nécessaires et adaptés pour parvenir à respecter ces objectifs.

Conformément à l'article 2 de ce même arrêté ministériel, l'exploitant doit disposer d'une étude de dangers qui donne lieu à une analyse des risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels et qui définit et justifie les mesures de réduction des risques nécessaires.

Ainsi, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues à l'arrêté ministériel doivent être justifiées dans l'étude de dangers et en particulier celles de l'article 10, qui précise :

“l'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Les zones d'éloignement forfaitairement fixées à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié concernant les capacités de stockage (à l'exception des boisseaux) et les tours de manutention sont définies :

- par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de communication dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, aux voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour, ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est alors au moins égale à 1,5 fois la hauteur des capacités de stockage et des tours de manutention sans être inférieure à une distance minimale. Cette distance minimale est de 25 m pour les silos plats et de 50 m pour les silos verticaux ;
- par rapport aux voies ferrées sur lesquelles circulent moins de 30 trains de voyageurs par jour et aux voies de communication dont le débit est inférieur à 2 000 véhicules par jour (sauf les voies de desserte de l'établissement). Cette distance est au moins égale à 10 m pour les silos plats et à 25 m pour silos verticaux.

Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, soit dans les distances d'éloignement forfaitaires fixées à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent à mettre en place :

- des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur cellules ou sous cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;
- des moyens techniques permettant de limiter la pression liée aux risques accidentels d'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur cellules et sous cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.

Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions doit être mis en place... ".

En particulier, dans la configuration des silos dits "combles" ou des silos plats type "hangar", si aucune galerie supérieure indépendante n'existe physiquement (uniquement une passerelle au-dessus de cellules de stockage ouvertes), l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié n'impose un découplage qu'avec la tour de manutention ainsi que entre la tour et l'espace sous-cellules si ce dernier existe.

II – POSITIONNEMENT DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE CEREALES VIS A VIS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 29 MARS 2004 MODIFIE

Pour mémoire, le silo actuellement exploité par la société Union de Stockage des Coopératives Agricoles du Pithiverais a été créé à la demande du groupement d'intérêts économiques formé entre l'Union de Stockage Champagne Pithiverais, la SIDESUP et la SOCADES. Il a fait l'objet d'une demande d'autorisation d'exploiter en 1991. Cette demande a donné lieu à l'obtention de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 1992.

Ce silo, de type vertical, comporte 42 cellules en béton fermées et 20 as de carreaux, d'une hauteur de stockage égale à 38,20 m. Il est implanté à 5 m du silo 4 de type plat, exploité par la société SIDESUP. De fait, il se situe à une distance inférieure aux distances forfaitaires d'éloignement fixées par l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié (1,5 fois la hauteur, sans être inférieure à 50 m : 57,30 m).

La tour de manutention de ce silo dispose de 8 niveaux. Elle mesure 59 m de hauteur et est constituée d'une structure en béton armé. Elle comporte une surface soufflable, sur toute sa hauteur hors sol, constituée de plaques translucides de 2 m de large, réparties sur 2 de ses façades. Les planchers de séparation de l'ensemble des niveaux sont également en béton. Les étages communiquent entre eux par un ascenseur et/ou par une cage d'escalier, fermée à chaque étage par une porte de découplage.

Le 2^{ème} étage de la tour abrite une presse à pellets. Un transport à bande relie le 1^{er} étage à l'unité de production de pellets de la société SIDESUP.

Implantée à 5 m du silo 4 de la société SIDESUP, elle se situe également à une distance inférieure aux distances forfaitaires d'éloignement fixées par l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié (1,5 fois la hauteur, sans être inférieure à 50 m : 88,50 m).

La voie de circulation la plus proche des installations (Route Départementale RD 23), dont le débit est inférieur à 2 000 véhicules par jour (492 véhicules par jour), est distante de 120 m des limites de propriété, dans le respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié qui impose une distance d'isolement de 25 m pour les silos verticaux.

Par ailleurs, le chemin rural de Morville à Engenville et des zones où l'implantation d'habitation n'est pas interdite par des documents d'urbanisme opposables aux tiers sont recensés dans les distances forfaitaires applicables aux installations exploitées par la société USCP, ainsi que dans les zones d'effets létaux et irréversibles liés à des effets de surpression de 140 et 50 mbars, observés au niveau du sol.

A ce titre, le silo de la société USCP, implanté lieu-dit « La Raperie » à ENGENVILLE, est classé Silo à Enjeux Très Importants (SETI).

III – ETUDE DE DANGERS DE L'ETABLISSEMENT

L'ensemble des dangers et risques a été identifié, étudié et les conséquences sur les tiers ont été évaluées, sous la responsabilité de l'exploitant, avec l'aide du bureau d'étude Services Coop de France, dans les compléments à l'étude de dangers adressés les 28 janvier, 12 mai, 17 octobre 2005 et 6 août 2012.

Cette étude a été réalisée conformément aux dispositions des arrêtés ministériels du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales et du 29 septembre 2005¹ relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

En application de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2006, l'étude de dangers du 30 novembre 2000 et de ses compléments des 28 janvier, 12 mai et 17 octobre 2005 ont fait l'objet d'une analyse critique réalisée par la société CEDERIT et remise le 3 octobre 2006.

L'évaluation des surpressions pour une explosion primaire a été réalisée par modélisation, selon les préconisations de l'INERIS, dans le guide de l'état de l'art sur les silos :

- dans les capacités de stockage de céréales,
- dans la galerie sous cellules,
- dans une cellule d'expédition,
- dans le boisseau à déchets,
- dans le boisseau de fines,
- au niveau du 2^{ème} étage de la tour de manutention du silo.

L'évaluation des surpressions pour une explosion secondaire liée à la propagation d'une explosion primaire dans le cône d'homogénéisation a également été réalisée.

Les distances des zones liées aux surpressions de 50 et 140 mbars ainsi déterminées et générant des effets irréversibles sortent des limites des terrains propriété de la société USCP.

Toutefois, en dehors du cimetière, du chemin rural de Morville à Engenville et des installations exploitées par la société SIDESUP, aucune cible telle que des habitations n'est atteinte.

1 Selon l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation :

- zone 200 mbar : seuil des effets létaux significatifs;
- zone 140 mbar : seuil des premiers effets létaux;
- zone 50 mbar : seuils des effets irréversibles;
- zone 20 mbar : seuils des effets indirects par bris de vitre.

La caractérisation des potentiels de dangers des installations de la société USCP est reprise dans le tableau ci-dessous :

	Potentiel de danger	300 mbars	200 mbars	140 mbars	50 mbars	20 mbars
1	Explosion primaire dans un cône d'homogénéisation (propagation au volume sous les cônes d'homogénéisation, puis au RDC de la tour de manutention, à la galerie sous cellules de stockage)	9 m	10 m	16 m	35 m	70 m
		25 m	29 m	45 m	100 m	200 m
		31 m	35 m	55 m	122 m	244 m
		33 m	38 m	59 m	129 m	258 m
2	Explosion primaire dans la galerie inférieure	33 m	30 m	59 m	129 m	258 m
3	Explosion primaire dans une cellule de stockage	26 m	30 m	46 m	102 m	203 m
4	Explosion primaire dans une cellule d'expédition	10 m	15 m	32 m	80 m	163 m
5	Explosion primaire dans une cellule d'homogénéisation	0 m	0 m	11 m	37 m	77 m
6	Explosion primaire au niveau du 2 ^{ème} étage de la tour de manutention	0 m	0 m	0 m	42 m	96 m
7	Explosion primaire dans le boisseau fines	0 m	0 m	0 m	42 m	96 m
8	Explosion primaire dans le boisseau déchets	0 m	0 m	0 m	12 m	30 m

L'analyse du tiers expert conclut que les mesures vis à vis de la sécurité instaurées sur le site sont adaptées aux risques sous-jacents à l'exploitation de stockage de grains. La désignation « I.P.S. » de certaines barrières de prévention déjà en place sur le site apportera un crédit supplémentaire à la réduction de la probabilité d'occurrence des risques identifiés. La pertinence de ces barrières importantes pour la sécurité « I.P.S. » assurera un niveau de maîtrise des risques résiduels acceptable.

A la demande du service de l'inspection, les compléments du 6 août 2012 à l'étude de dangers du site ont portés sur l'évaluation des surpressions liées à une explosion primaire au niveau du 5^{ème} étage de la tour de manutention du silo. Réalisée par modélisation, selon les préconisations de l'INERIS, dans le guide de l'état de l'art sur les silos, elle statue sur une insuffisance de la surface d'évent existante.

Ainsi, les volumes découplés disposent de surfaces d'évent suffisantes, hormis celles relatives au 5^{ème} étage de la tour de manutention, conformément aux préconisations et dimensionnements présentés dans le rapport d'analyse critique du 3 octobre 2006, en particulier :

Volume	Surfaces & pressions requises	Surfaces existantes	Nature
RDC de la tour de manutention	33,2 m ² / 120 mbar	34,5 m ² / 10 mbar	Polycarbonate
1 ^{er} étage de la tour de manutention	33,2 m ² / 120 mbar	34,5 m ² / 10 mbar	Polycarbonate
2 ^{ème} étage de la tour de manutention	23,6 m ² / 120 mbar	83,5 m ² / 10 mbar	Polycarbonate
3 ^{ème} étage de la tour de manutention	32,1 m ² / 120 mbar	46,1 m ² / 10 mbar	Polycarbonate
4 ^{ème} étage de la tour de manutention	14,6 m ² / 120 mbar	17,3 m ² / 10 mbar	Polycarbonate
5 ^{ème} étage de la tour de manutention	5,9 m ² / 10 mbar	4,4 m ² / 10 mbar	Polycarbonate

Galerie sur cellules	Non définie	Parois & couverture / 30 mbar	Bardage métallique simple peau et dôme translucide
Galerie sur boisseaux	Non définie	Parois & couverture / 30 mbar	Bardage métallique simple peau et dôme translucide
Filtres à manches	Events normalisés donnant sur l'extérieur		

Mesures complémentaires mises en œuvre :

Outre les mesures techniques précitées, en conclusion des compléments à l'étude de dangers du site USCP, l'analyse des risques préconise la mise en œuvre des barrières de prévention qualifiées importantes pour la sécurité (IPS) suivantes :

- le nettoyage de l'ensemble du silo,
- l'établissement de permis de feu associé à un plan de prévention pour les entreprises extérieures (procédure, formation, mise en œuvre),
- la maîtrise de l'inertage des cellules,
- la mise en place de l'inertage au niveau des cônes d'homogénéisation,
- l'asservissement de l'aspiration par rapport à la manutention,
- la thermométrie centralisée (seuils et alarme),
- le plan de maintenance des manutentions et maintenance préventive par une entreprise spécialisée,
- l'obligation de pré-nettoyer les céréales avant leur ensilage,
- les capteurs de dysfonctionnement asservis sur la manutention et les appareils.

L'ensemble des transporteurs à bandes est capoté et sous aspiration centralisée. Les trappes de visites des capacités de stockage sont maintenues fermées. Les appareils de manutention sont équipés de dispositifs de détection de dysfonctionnement et asservis au système d'aspiration (double asservissement : démarrage et fonctionnement).

Ces dispositions sont reprises notamment au chapitre 7.5 du projet d'arrêté joint en annexe du présent rapport.

Par ailleurs, les moyens de défense incendie et de retenue des éventuelles pollutions en phase accidentelle sont assurés par la société SIDESUP. Les effets létaux et irréversibles générés par le silo de la société USCP impactent notamment cette société qui y entrepose une partie des produits destinés à l'alimentation animale qu'elle déshydrate.

Dans ce contexte, il convient d'imposer, à la société USCP, l'établissement, dans un délai de 6 mois et en collaboration avec la société SIDESUP, d'un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) commun aux deux établissements, sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans les études de dangers de leurs installations.

Maîtrise de l'urbanisation

L'étude de dangers conclut que les risques du site sont acceptables pour le voisinage et l'environnement, maîtrisés par les mesures et barrières de protection et de prévention (techniques, organisationnelles et humaines) adoptées et mises en place par l'exploitant.

Toutefois, les conséquences des scénarii majorants ainsi que les distances d'éloignement réglementaires forfaitaires visées à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par le silo de stockage en vrac de céréales ne sont pas circonscrites à l'intérieur des limites des terrains propriétés des sociétés Union de Stockage des Coopératives Agricoles du Pithiverais et SIDESUP, sur lesquels les 2 entités sont implantées.

Pour les terrains concernés par les périmètres des zones de surpressions de 140 et 50 mbars ou d'ensevelissement déterminés dans l'étude de dangers en cas d'explosion dans le silo, ainsi que pour les terrains concernés par les distances d'éloignement forfaitaires définies à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, en application de l'article 1.5.2 du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, la société USCP doit conserver la maîtrise foncière acquise à la date de notification de ce même arrêté.

Pour renforcer ces mesures imposées à la société USCP dans le cadre de la maîtrise foncière à retenir autour de ses installations, l'inspection des installations classées rédigera un rapport d'information sur les risques industriels concernant les phénomènes dangereux liés au silo de stockage en vrac de céréales de l'établissement.

Ce rapport a vocation à être intégré au "porter à connaissance risques technologiques" qui devra être adressé à monsieur le maire de la commune de ENGENVILLE, pour qu'il puisse agir au niveau des documents d'urbanisme en vigueur et en tenir compte dans les autres décisions qui relèvent de ses responsabilités (permis de construire, ZAC, aménagement des voies de circulation...).

IV – ANALYSE DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET DES ACTIVITES DU SITE

L'établissement exploité par la société Union de Stockage des Coopératives Agricoles du Pithiverais (USCP) est réglementé notamment au travers de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 janvier 1992, complété le 10 novembre 1994 pour l'exploitation d'une installation de compression située 12, rue du Moulin à ENGENVILLE.

Cet établissement comporte un stockage en vrac de céréales supérieur à 15 000 m³ (92 212 m³), relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées. L'établissement exerce également des activités de traitement et de transformation destinées à la fabrication de produits alimentaires pour animaux, relevant de la rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de ces installations s'élève à 189 kW.

Il convient de statuer sur le positionnement de l'établissement vis-à-vis de la Directive IPPC et plus particulièrement vis-à-vis de la rubrique 6.4.b de l'annexe 1 de la Directive IPPC (traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires à partir de matière première végétale d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes/jour).

La capacité maximale de l'installation de regranulation des fines et brisures de luzerne exploitée par la société USCP, relevant de la rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est égale à 5 tonnes/jour.

Par conséquent, les activités de traitement et de transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires de l'établissement n'entrent pas dans le champ d'application de la directive européenne n°2008/1/CE du 15 janvier 2008, relative à la prévention et la réduction intégrées des pollutions.

Par transmission du 19 mars 2007, l'exploitant a déclaré, conformément aux dispositions de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement, la cessation d'exploitation de l'activité relative à l'emploi d'appareils imprégnés de polychlorobiphényles, relevant de la rubrique 1180-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les documents concernant l'élimination des transformateurs aux polychlorobiphényles (PCB), seuls appareils contenant un tel produit en exploitation sur ce site, confirment cette cessation. L'élimination de ces appareils imprégnés de PCB est conforme aux dispositions de l'article R.543-33 du code de l'environnement.

Le tableau de classement figurant à l'article 1.2.1 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport acte cette cessation d'activité.

La classification des activités s'établit désormais selon le tableau récapitulatif ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume	Cl^t (1)
2160°a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables ; le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m³.	Capacité totale de stockage : 92 212 m³ 1 silo cathédrale béton (1990) comportant : – 42 cellules de 1 850 m ³ ; – 20 as de carreaux de 335 m ³ ; – 2 demi as de carreaux de 102 m ³ ; – 24 boisseaux d'homogénéisation de 148 m ³ ;	A

		<ul style="list-style-type: none"> – 4 cellules d'expédition de 870 m³ ; – 1 as de carreaux d'expédition de 148 m³ ; – 1 boisseau fermé cylindrique métallique de 35 m³ fines de luzerne ; – 1 boisseau métallique à déchets de 100 m³, implanté en extérieur ; – 2 boisseaux de chargement Fer de 146,5 m³. <p>(sans changement)</p>	
2260-2°	Installation de broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels ; la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW, mais supérieure ou égale à 500 kW.	Puissance totale installée : 189 kW (sans changement)	D
2260-1°	Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis inférieure à 300 t/j.	Capacité journalière maximale de traitement et de transformation : 5 t / j	NC
1172	Dangereux pour l'environnement (A), très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t.	Capacité maximale de stockage : 1,2 t (traitement des céréales stockées)	NC

(1) A autorisation ;

D (Déclaration) ;

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A.

V – PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Compte tenu de ce qui précède, à partir des éléments issus notamment de l'étude de dangers du 30 novembre 2000, complétée les 28 janvier, 12 mai, 17 octobre 2005 et 6 août 2012, validée par l'analyse critique de la société CEDERIT, remise le 3 octobre 2006, afin de donner acte de l'étude de dangers et clarifier la situation administrative de ce site, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de prendre un arrêté complémentaire, après consultation du COnseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement.

Le projet rédigé dans ce sens et annexé au présent rapport :

- reprend les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 1992, complété le 10 novembre 1994, abrogées à sa notification ;
- actualise les prescriptions applicables à l'ensemble des installations du site ;
- impose les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié le 23 février 2007, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage en vrac de céréales, de grains, de produits alimentaires ou tout autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;
- fixe les mesures techniques complémentaires préconisées en conclusion des compléments à l'étude de dangers et issues de l'analyse des risques du site ;
- impose la mise en place d'un P.O.I. commun aux établissements exploités par l'Union de Stockage des Coopératives Agricoles du Pithiverais et la société SIDESUP.

Les prescriptions de ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire sont applicables dès sa notification à l'exception des dispositions suivantes :

Article	Objet	Échéance
7.5.6.2	Mise en place des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à une explosion au niveau du 5 ^{ème} étage de la tour de manutention.	3 mois à notification du présent arrêté
7.7.5.2	Mise en place d'un Plan d'Opération Interne commun aux établissements des sociétés USCP et SIDESUP.	6 mois à notification du présent arrêté
8.2.1	Mise en œuvre du programme de surveillance des rejets atmosphériques	6 mois à notification du présent arrêté
8.2.3	Mise en œuvre du programme de surveillance au point de rejet des effluents aqueux industriels	6 mois à notification du présent arrêté
8.2.5	Mesure de la situation acoustique	6 mois à notification du présent arrêté

L'inspecteur des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à monsieur le préfet de la région Centre, préfet du Loiret – Direction Départementale de la Protection des Populations – Sécurité de l'Environnement Industriel – 45042 ORLEANS CEDEX.

Pour le directeur,

Signé

Copie à : DREAL Centre – SEIR